



LATAUPE

SANE des CERCLES APPRENTIS et ECOLIERS de la LMR

AVORTEMENT:
DROIT DES FEMMES!



AVORTEMENT

CAMPAGNE AVORTEMENT EN SUISSE ROMANDE

LA CHAUX DE FONDS :

A l'initiative du mouvement de femmes, un comité mixte s'est constitué afin de mener cette campagne. Bien que ce comité intervienne sur des positions très minimales, et n'envisage la question de l'avortement qu'au travers des votations, quelques camarades du cercle y participent à titre individuel. Parallèlement le cercle Taupe envisage une campagne sur les écoles.

BIENNE :

Le cercle La Taupe appelle à participer et participe lui-même au comité de soutien à l'initiative des délais qui a été lancé à Bienne. Ce dernier organise :

- * 2 meetings dont une table ronde avec un médecin, un juriste, un assistant social, un pasteur.
- * Le film "Bonjour Docteur" sera diffusé le vendredi 16 septembre à la salle Farel. Il sera aussi diffusé dans certaines écoles.
- * Le comité tient des stands avec des panneaux dans la ville et également dans les écoles pendant la campagne.

LAUSANNE

De son côté un groupe de gymnasiens a lancé sur les gymnases un comité dans le cadre de la campagne pour le droit à l'avortement.

La campagne du comité a débuté dans un des gymnases lausannois. C'est ce comité qui a décidé à sa première réunion d'appuyer la plateforme du CADA (comité d'action pour le droit à l'avortement). 1)

Dans les autres gymnases les comités n'ont pas encore pris position par rapport à cette plateforme, mais il est vraisemblable qu'elle sera adoptée.

LE CGDA (COMITE DES GYMNASIENS POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT) se propose de lancer un tract d'information sur les gymnases, de tenir un débat contradictoire ainsi que de participer à la fête-débat et à la manifestation qui auront lieu au cours de la semaine précédant les votations.

Nous espérons que le CGDA aura un impact suffisant sur les gymnasiens et réussira à atteindre ses objectifs.

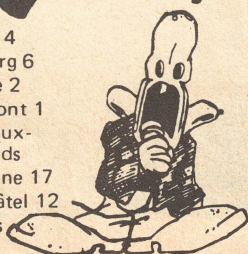
comité des gymnasiens pour le droit à l'avortement

Le cercle spartacus aura une intervention sur les écoles et organisera des cercles ouverts (mini-meeting) pendant la campagne.



Prenez CONTACT avec les vendeurs ou en écrivant

Bienne	Case 13	2 500	Bienne 4
Fribourg	Case 28	1 700	Fribourg 6
Genève	Case 193	1 211	Genève 2
Jura	Case 59	2 800	Delémont 1
La Chaux-de-Fonds	Case 665	2 301	La Chaux-de-Fonds
Lausanne	Case postale	1 000	Lausanne 17
Neuchâtel	Case 32	2 000	Neuchâtel 12
Renens	Case 186	1 020	Renens



Y A TOUS LES LIVRES QUE VOUS VOULEZ A LA LIBRAIRIE CEDIPS RENOVEE ET ACCUEILLANTE .

VENEZ DISCUTER ET POLEMIQUER.

adresse : librairie Cedips , rue de la Tour 8 bis, Lausanne



librairie LA TAUPE rue Musy Genève

AVORTEMENT

Après 6 ans de discussions au Parlement, pendant lesquelles les partis de droite n'ont pas cessé de manoeuvrer pour empêcher toute solution plus libérale au problème de l'avortement, l'initiative du délai sera soumise aux électeurs le 25 septembre prochain. Cette initiative laisse aux femmes le choix d'interrompre leur grossesse pendant les 12 semaines qui suivent le début des dernières règles.

**le corps de la femme
n'appartient**

**ni à l'église, ni à l'État,
ni au Docteur,**

il est à elle!

Quelle est la situation actuelle en Suisse ?

Selon la loi, une femme qui avorte est une criminelle : article 118 du Code pénal : *"Une femme qui avorte ou se fait avorter est punie de prison. Le délai de prescription est de 2 ans."* L'avortement n'est autorisé que *"si il est pratiqué en vue d'écarter un danger impossible à détourner autrement et menaçant la vie de la mère ou menaçant sérieusement sa santé d'une atteinte grave et permanente"* (article 120 du Code pénal).

Cependant la loi est appliquée de manière très différente par les cantons, quelques-uns définissant le terme "santé" selon la définition qu'en donne l'Organisation Mondiale de la Santé : santé = bien-être physique, psychique et social. Ce qui fait que les autorisations d'avorter y sont octroyées de manière assez large. Cependant dans de nombreux cantons, il est pratiquement impossible de trouver un médecin disposé à délivrer une attestation et encore moins à entreprendre un avortement légal. Les résultats d'une telle loi sont : 50 000 avortements clandestins par année, dans lesquels les femmes qui sont généralement de conditions sociales défavorisées risquent leur santé, alors que depuis toujours les bourgeoises, même si elles habitent le canton de Fribourg, peuvent avorter dans de bonnes cliniques grâce à leurs relations.

OUI à l'initiative du délai

Cette initiative représente une amélioration importante, car elle donne aux femmes la possibilité de choisir pendant 12 semaines si elles désirent ou non mener à terme leur grossesse.

Ainsi est reconnu le droit à l'avortement qui est un droit démocratique indispensable pour permettre aux femmes de décider elles-mêmes de leur corps.

* Pour qu'une femme ait vraiment le droit d'avorter, il faut que ce droit soit gratuit, l'avortement doit être remboursé par les assurances sociales.

- * Toute femme doit pouvoir recourir au droit à l'avortement, il n'y a pas de raison de considérer son âge, sa nationalité : la loi doit être appliquée également aux mineures et aux étrangères.
- * A cause du manque d'information, parce que choisir l'avortement n'est pas facile, une femme peut devoir y recourir au-delà du délai fixé : l'avortement doit encore être possible après 12 semaines, si la santé de la femme le permet.
- * Il ne suffit pas qu'une loi soit votée pour que la situation change. Aujourd'hui en France, 2 ans après la votation de la loi Veil, nombreuses sont les femmes qui ne peuvent se faire avorter dans les hôpitaux (là où c'est le moins cher), par manque de place. Le développement d'infrastructures qui répondent aux besoins des femmes est la condition nécessaire pour que l'avortement devienne réellement un droit.



AVORTEMENT

Si les femmes doivent recourir à l'avortement, c'est bien souvent par manque d'information sur les moyens contraceptifs (combien de campagnes sur le thème : "la pilule donne le cancer"). Il est urgent que se développe une information sexuelle et une information sur les moyens contraceptifs.

Encore faut-il expliquer quelle information sexuelle nous voulons. Une information sexuelle qui cesse de faire de la procréation le seul but de la sexualité, qui lutte contre les interdits et la culpabilisation, qui n'assigne plus aux femmes comme rôle essentiel la maternité et l'entretien des enfants avant toute autre activité sociale, qui permette aux hommes et aux femmes d'épanouir leur sexualité.

La liberté de la contraception implique le libre accès à la contraception pour tous, sans discrimination d'âge, son remboursement par les assurances, le développement de l'information la plus large sur

les problèmes des contraceptifs et de la procréation dans les quartiers, les écoles, les médias et sur les lieux de travail.

Si nous sommes pour le droit à l'avortement, c'est que nous voulons que les femmes aient le droit d'avoir des enfants désirés. Ceci implique des conditions sociales qui réellement permettent à la femme de faire des enfants : la protection de la femme travailleuse enceinte, des congés de maternité de 14 semaines au minimum avec salaire intégral, un congé parental (pris par le père ou la mère) d'un an au moins, des crèches et des pouponnières en nombre suffisant, de qualité et financées par l'Etat, la diminution du nombre d'heures de travail pour tous et toutes.



"c'est bien mieux d'être désiré"

Jeunes, information sexuelle et liberté de la contraception

Dans un article intitulé "La sexualité des adolescents vaudois" paru dans la Tribune de Lausanne du 21 août 1977, on peut lire : "Pour leur première expérience sexuelle, la moitié des adolescents vaudois utilisent une forme de contraception. En Allemagne et en Suède, la contraception existe dans 70 à 80 o/o des cas...".

Si aujourd'hui, 50 o/o des jeunes qui ont leur première expérience sexuelle n'emploient aucun moyen contraceptif, alors que la pilule, par exemple, est disponible depuis au moins 10 ans (en tout cas dans le canton de Vaud, le lieu de l'enquête citée ci-dessus), l'urgence d'une information sur la contraception et d'une information sexuelle apparaît avec évidence.

Chacun(e) doit pouvoir utiliser les moyens contraceptifs. Une utilisation fortement élargie de la contraception nécessite une large information sur les moyens contraceptifs, en particulier à l'école et dans les centres d'apprentissage, la gratuité de la contraception, des centres d'information sexuelle et de diffusion des moyens contraceptifs dans l'école.

Dans le cadre de la campagne pour le droit à l'avortement, les discussions, les débats dans les écoles se porteront rapidement sur les thèmes de la contraception, de la dépendance financière vis-à-vis des parents, de la répression sexuelle, de la sexualité. Nous refusons l'image de la sexualité telle qu'on nous la présente toujours dans la famille, à l'école, à l'église : celle d'un couple dans le mariage en vue d'avoir des enfants. Toute autre forme de sexualité étant condamnée¹⁾.

**DROIT A L'AVORTEMENT POUR TOUTES
DROIT A L'INFORMATION SEXUELLE ET A
LA LIBERTE DE LA PROPAGANDE SUR LES
QUESTIONS SEXUELLES A L'ECOLE**

**DROIT A LA CONTRACEPTION LIBRE ET
SANS RESTRICTION AUCUNE, REMBOURSEE
PAR LES ASSURANCES**

**MISE EN PLACE A L'ECOLE DE CENTRES
D'INFORMATION ET DE DIFFUSION DES
CONTRACEPTIFS.**

1) voir plus haut quelle information sexuelle nous voulons.

NUCLÉAIRE

LES PROFITS DE LA MORT

En 1974, la Suisse connaissait ses premières grandes mobilisations anti-nucléaires à l'occasion de l'occupation du chantier de la centrale de Kaiseraugst. Depuis le mouvement s'est développé comme l'ont prouvé les manifestations de plusieurs milliers de personnes qui se sont déroulées ces derniers temps. Ces mobilisations ne sont heureusement pas limitées à la Suisse, mais s'inscrivent dans la lutte que mènent les opposants au nucléaire dans toute l'Europe (France, Allemagne, Espagne, Pays-Bas, etc.), aux Etats-Unis et même en Australie.

LE PROGRAMME ENERGETIQUE SUISSE

Dans notre pays, tout a commencé par la construction du réacteur expérimental de Lucens qui est d'ailleurs actuellement en "panne" après un "regrettable" accident technique malgré les mesures de sécurité qui avaient été prises. Puis les grands capitalistes regroupés dans l'ASPEA* ont construit la centrale de Mühleberg et les deux centrales de Benzau. Trois autres centrales sont définitivement commandées, à savoir Kaiseraugst, Gösgen et Leibstadt; ce qui fera de la Suisse le pays le plus "nucléarisé" du monde.

Le capitalisme suisse a axé le développement énergétique sur l'énergie nucléaire en avançant en gros 3 raisons :

- 1) le prix du kilowatt nucléaire sera moins cher que celui du kilowatt thermique (pétrolier);
- 2) la consommation d'énergie aura un taux de croissance de 5-8 o/o par an;
- 3) les possibilités en matière d'hydrolique seront épuisées à court terme.

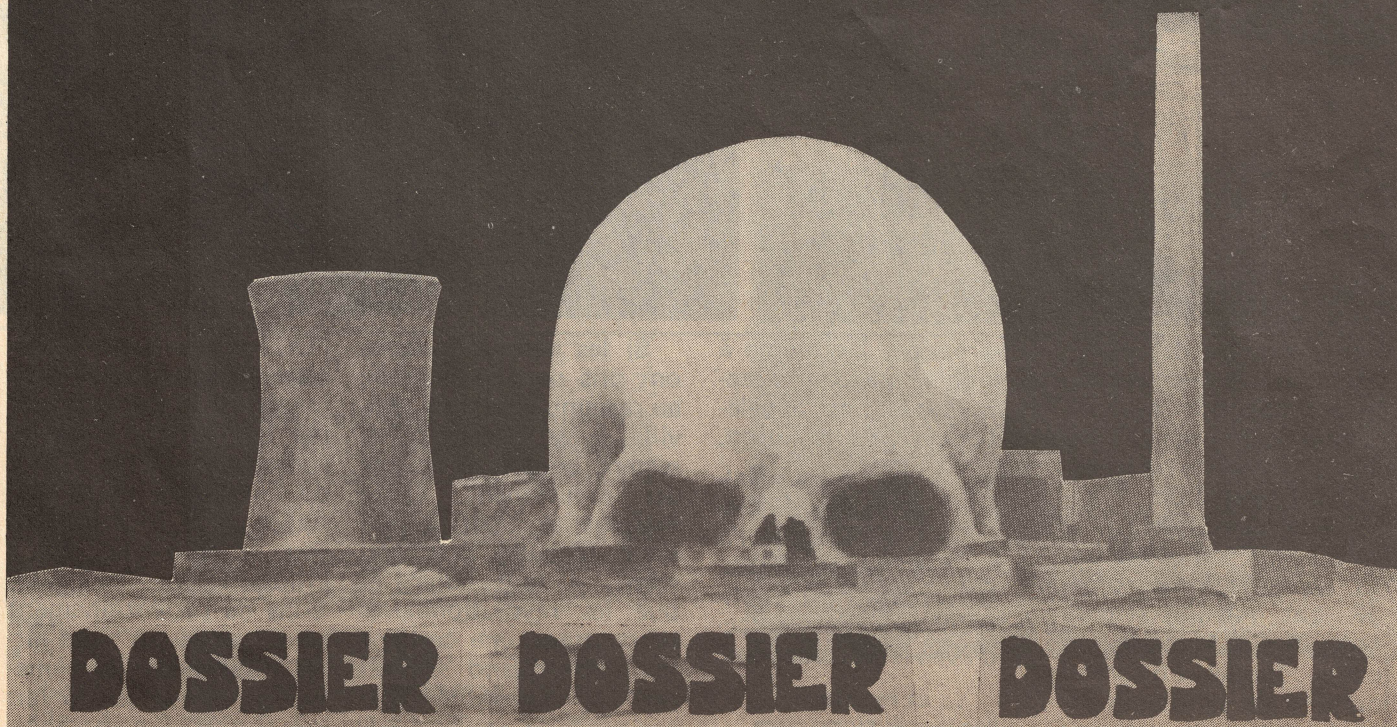
Or ces trois estimations se sont toutes trois révélées fausses; en effet, premièrement, le conseiller fédéral Ritschard en personne a déclaré dernièrement que la Suisse possédait encore un potentiel hydroélectrique certain. Deuxièmement l'augmen-

tation de consommation d'énergie n'a atteint que 1,5 o/o en 76; et troisièmement l'augmentation du prix du kilowatt nucléaire est aujourd'hui supérieure à celle du kilowatt thermique et pourtant l'uranium n'a pas encore atteint les prix spéculatifs que l'on prédit.

Quelle a donc été la raison profonde du choix nucléaire ? c'est que, dans le système capitaliste, les choix ne sont pas faits en fonction des besoins réels de la population, mais du profit à court terme que peuvent en retirer les capitalistes. C'est pourquoi le développement de l'énergie nucléaire s'est fait parallèlement à un boycott de la recherche d'autres sources de production d'énergie électrique. Ainsi, la bourgeoisie ne s'est pas gênée pour passer par-dessus les risques que représente le développement de la technologie nucléaire.

LES DANGERS DU NUCLEAIRE :

Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur ce sujet**. Signalons que ces dangers sont liés au taux de radio-activité. La radio-activité existe depuis bien avant la découverte de l'énergie qu'on peut en retirer, c'est ce qu'on appelle le taux de radio-activité naturelle, mais bien qu'elle soit "naturelle" elle n'en est pas moins dangereuse pour l'homme. En effet d'après l'avis unanime des biologistes, elle est une des causes principales des malformations héréditaires telles le daltonisme ou l'hémophilie. Un accroissement du taux de radio-activité entraîne automatiquement l'apparition de malformations génétiques plus graves. Or le taux de radio-activité augmente aux alentours des centrales nucléaires en temps normal et augmente d'autant plus considérablement lors d'accidents; de plus il suffit d'une petite dose de radio-activité pour que celle-ci soit extrêmement dangereuse car les éléments radio-actifs se concentrent le long des chaînes alimentaires. Exemple*** →



	eau	plancton	canards	leurs oeufs
radio-activité	(1)	(2 000)	(40 000)	(1 500 000)

Et l'on sait que c'est toujours l'homme qui se trouve au bout de la chaîne alimentaire !

La preuve que cette technologie est dangereuse est le fait que des scientifiques de plus en plus nombreux s'opposent à l'implantation de centrales (1 300 savants ont signé une pétition s'opposant à la construction de Malville en France. De plus si cette technologie est si inoffensive comment expliquer le silence des autorités et le manque d'informations faites auprès des populations touchées par la construction de centrales, pourquoi la bourgeoisie française a-t-elle annoncé à la population des environs de l'usine de retraitement des déchets radioactifs de La Hague que l'on construisait une usine d'appareils électro-ménagers lors de la construction de ladite usine ??? Après avoir nié le danger des centrales nucléaires, les scientifiques bourgeois ont maintenant tendance à reconnaître ces dangers, à les minimiser et à pratiquer le chantage suivant : accepter le nucléaire et ses dangers / ou s'éclairer à la bougie. Ce chantage est malheureusement accepté par bon nombre de militants écologiques. En tant que marxistes, notre tâche est d'expliquer que nous devons lutter pour un développement des forces productrices afin de satisfaire tous les besoins matériels de l'humanité, mais qu'en même temps il n'est pas contradictoire de lutter contre les centrales nucléaires. En effet d'autres modes de production d'électricité peuvent être choisis, certainement moins rentables dans la logique du profit capitaliste mais cent fois plus sûrs. Ces moyens sont en premier lieu l'énergie solaire, mais aussi l'énergie géothermique, l'énergie marémotrice.

LE GASPILLAGE DU AU SYSTEME CAPITALISTE

Le fond de l'affaire, c'est que l'épuisement des ressources est un mythe, un mensonge. Si la bourgeoisie se donne tant de mal à propager cette psychose de fin du monde — quitte à fabriquer des centrales qui, elles, comportent des dangers extrêmement graves — c'est qu'elle ne peut envisager une autre logique de production que la sienne. Or, cette logique entraîne un ENORME GASPILLAGE D'ENERGIE : le profit capitaliste ne se réalise que par la vente du plus grand nombre de marchandises, dans le laps de temps le plus court possible. Ainsi, "on" limite sciemment la durée de vie des objets fabriqués; ainsi "on" gaspille une énergie démentielle dans des activités socialement inutiles, telles que la publicité par exemple; ainsi "on" ne développe pas les transports en commun; ainsi, "on" laisse les promoteurs immobiliers libres de faire un fric énorme, quitte à voir ensuite des immeubles mal isolés perdre en chaleur une énergie considérable... Voilà, pris au hasard, quelques exemples quotidiens.

Le problème de l'énergie n'est donc pas un problème technique; c'est un problème de société. Le contrôle démocratique du programme énergétique passe nécessairement par un **contrôle démocratique de la production et de la manière de produire**. La lutte contre les centrales nucléaires s'inscrit donc dans la lutte contre le capitalisme, pour le socialisme. Plus que jamais la phrase de Rosa Luxembourgeois "Socialisme ou Barbarie !" est d'actualité.

* ASPEA : Association suisse pour l'énergie atomique, qui regroupe principalement Brown Boveri, Alusuisse, Sulzer, Motor Columbus.

** Pour les personnes s'intéressant au côté technique de la chose, signalons le bouquin de Jean Rossel, "L'enjeu nucléaire". Rossel est professeur de physique à l'Institut de Neuchâtel; on peut obtenir son bouquin partout et particulièrement chez CEDIPS.

*** Selon "La gueule ouverte", no 6, page 14.



une campagne de calomnies contre les écologistes, les amalgamant avec la droite. Campagne qu'il poursuit après la mort de Vital Michalon...

Parmi les syndicats, la CFDT qui n'appelait pas au rassemblement, organisa un meeting samedi après-midi à Morestel, au cours duquel un grand nombre de syndiqués intervinrent pour critiquer

la direction. De même à Grenoble, plusieurs sections syndicales appelèrent à la manifestation.

Aujourd'hui, après Malville, le débat est vif aussi bien dans le PC ou le PS que dans les syndicats, et bon nombre de militants sont loin d'être d'accord avec leurs directions.

... et le retard
des révolutionnaires

Si les révolutionnaires ont pris part cette année au rassemblement de Malville, il est évident qu'ils restent encore en marge du mouvement. Cette marginalité tient à plusieurs facteurs. Premièrement, il faut constater que les révolutionnaires rencontrent une certaine méfiance, quand ce n'est pas de l'hostilité (par exemple le cortège de

l'OCT (Organisation communiste des Travailleurs-maoïstes) a été accueilli par des sifflets) chez les écologistes. Cette attitude fait partie d'une méfiance plus générale envers la politique, due à l'illusion que les questions de l'environnement sont "au-dessus" des luttes politiques. Cette méfiance tient aussi du fait que jusqu'à maintenant,

*** Quelle est l'origine du SAG ? Qu'est-ce qui lui a donné cet élan dès le départ ?**

Au rassemblement final de la marche de Pentecôte à Gösgen, il fut appelé, dans une résolution à la fondation du SAG (Schweizer Aktion Gösgen), avec le mandat précis de poursuivre l'occupation des voies d'accès à la centrale de Gösgen. La rapidité et l'étonnante capacité de mobilisation avec lesquelles cela s'est passé ne peut s'expliquer que par la sensibilisation toujours croissante contre le nucléaire et contre la destruction de l'environnement. L'irrésistible essor du mouvement anti-nucléaire dans toute l'Europe en témoigne. Pour une fois, la Suisse ne constitue pas une exception. La marche de Pentecôte, Gösgen, et dernièrement Berne ont clairement montré cela.

*** Quels sont les principaux problèmes qui se sont posés au SAG pour l'organisation des deux occupations ?**

D'abord, le plus important fut de se mettre d'accord sur le contexte politique et sur la tentative non-violente d'occupation des voies d'accès. Comme il s'agissait d'une mobilisation nationale, qui ne pouvait pas disposer d'une structuration démocratique adéquate, cette discussion était d'emblée limitée. Des assemblées générales eurent néanmoins lieu auparavant pour discuter et décider de la tactique. De larges envois de textes explicatifs et des actions d'information eurent lieu. Mais on n'a pu éviter que de nombreux participants aux deux tentatives d'occupation étaient mal renseignés ou avaient des illusions sur nos possibilités, etc. Alors, il y eut inévitablement de malheureuses discussions sur "les possibilités militaires" de balayer 1 200 policiers... Naturellement il y avait aussi de petits groupes qui n'étaient pas du tout prêts à accepter la conception du SAG. Mais dans l'ensem-

ble, contrairement à Malville, une conception unitaire put se développer.

Puis il y eut les problèmes techniques. Comment faire parvenir les informations et les décisions à des milliers de manifestants pendant la marche.

*** Quel bilan fais-tu des deux manifs de Gösgen ?**

Pour l'essentiel un bilan positif, s'agissant des objectifs politiques que j'ai cités. La résistance dans la région est ravivée : une quinzaine de Bürgerinitiativen (comités de citoyens) se sont constitués. Mais également dans le reste de la Suisse, il se manifeste un afflux de nouveaux militants anti-nucléaires, ainsi que de nouvelles organisations comme à Bienne, Schaffhouse, Saint-Gall. Gösgen a donné une dimension nationale au mouvement qui était jusqu'à maintenant surtout concentré à Bâle. Il faudrait aussi citer la longue série de débats sur la PMI, sur l'Etat de droit — débats qui ont pénétré y compris les syndicats et le PS comme le montre leur distanciation par rapport à la mise en scène policière. Il est important que Gösgen, qui fut dirigé par les anti-nucléaires progressistes, n'ait pas amené une scission du mouvement, mais au contraire "entraîna" les courants les plus modérés — ce qui constitue une indication sur les progrès politiques du mouvement.

*** Que va faire le SAG maintenant ?**

Quelques groupes de travail sont déjà à la tâche. Le but, un arrêt immédiat des centrales de Gösgen et de Leibstadt, les deux seules centrales encore en construction, est toujours valable. Nous n'excluons pas de plus grandes tentatives d'occupation. Mais pour le moment, nous donnons la priorité à des actions d'usure : des petites occupations exemplaires des voies d'accès pendant la semaine, la préparation d'un boycott na-

tional des factures d'électricité, la mise sur pied d'un centre d'information dans les environs immédiats de la tour de refroidissement. Enfin le SAG cherche la liaison avec des actions contre la centrale de Leibstadt, qui a déjà fait ses preuves par le passé.

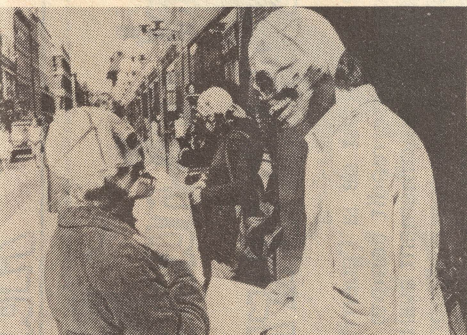
*** Des jeunes, apprentis ou écoliers, participaient-ils au mouvement ?**

Bien sûr et même massivement. La jeunesse a de nouveau été l'étandard de l'action directe — malgré tous les mauvais augures sur la mort du mouvement jeune. Ceci est très réjouissant. D'autre part, le mouvement anti-nucléaire n'est pas seulement un mouvement de la jeunesse — comme Gösgen n'est pas une résurrection de la révolte de 68. Il a une base de loin plus large, ce qui lui donne aussi de bien plus grandes chances d'avoir une influence sur le mouvement ouvrier. A cause de cela, il serait également faux de ne voir les perspectives que dans le développement d'actions directes toujours plus radicales.

*** Quelles sont les composantes du SAG et du mouvement anti-nucléaire en Suisse allemande ?**

Le SAG s'appuie ouvertement sur les forces progressistes du mouvement, telles qu'elles se sont développées à Kaiseraugst. Et en particulier sur le GAGAK (comité anti-nucléaire progressiste formé pendant l'occupation de Kaiseraugst) qui mène un débat systématique avec les cercles modérés et contre leurs illusions quant à l'Etat bourgeois. De plus, ce n'est pas un secret que dans le SAG la LMR a joué et joue encore un rôle dirigeant, alors que le POCH et les Maoïstes en étaient pratiquement absents. Il est donc clair que le SAG n'est pas représentatif de tous les courants en Suisse, même s'il a su mener une politique, que finalement tout le mouvement a dû plus ou moins soutenir.

31.8.77.



les révolutionnaires n'ont pas pris clairement position contre l'énergie nucléaire dans son principe, et sont suspectés de s'opposer au programme du gouvernement uniquement pour des raisons clientélistes. Par exemple, ce n'est qu'après la manifestation de Malville que Rouge (quotidien de la Ligue Communiste Révolutionnaire) a ouvert un

débat sur le nucléaire et pris position contre l'utilisation de l'énergie nucléaire dans une société socialiste. Finalement, à part quelques exceptions locales, les militants révolutionnaires n'ont pas assez systématiquement pris part au travail des comités anti-nucléaires.

Et maintenant ?

Le rassemblement de Malville a ouvert un large débat à la fois dans le mouvement; sur les formes d'organisation et d'action et sur la revendication du moratoire lancé par la CFDT, et dans le mouvement ouvrier. Ce débat ouvre la perspective d'une possible jonction entre certains sec-

teurs du mouvement ouvrier (en opposition à leur direction) et le mouvement anti-nucléaire. C'est cette jonction seule qui permettra une victoire sur le programme de la bourgeoisie. A condition qu'ils en comprennent l'importance, les révolutionnaires pourront jouer un rôle important dans ce processus.

11 Le courant écologique ex-prime à mon avis la nécessité de passer très rapidement au socialisme. Le maintien du capitalisme a abouti à une telle dégradation des conditions de vie et d'existence dans la vie quotidienne, dans la vie dans les quartiers. Ceci dit, le mouvement écologiste est apparu d'une façon particulière. A savoir que le mouvement ouvrier traditionnel et même le mouvement révolutionnaire avaient complètement déserté ce genre de questions (...)

Cela explique toutes les ambiguïtés de ce mouvement qui n'a pas donné de consigne de vote au 2ème tour, qui dans certains endroits a fait des listes communes avec le PSU, mais qui dans d'autres a fait liste commune avec un parti bourgeois : les "jobertistes". Le mouvement écologiste est donc aujourd'hui sur le fil du couteau. C'est un enjeu dans la lutte de classes et il est possible qu'une fraction de ce mouvement puisse être récupérée par la bourgeoisie. Il va donc falloir que les révolutionnaires surmontent leurs carences et se battent dans les organisations syndicales pour qu'elles reprennent en charge l'ensemble des problèmes de l'environnement."

(Interview d'un camarade Français dans la Toupe no 4. Nov 77.)

Depuis cette interview, "l'été nucléaire 77" avec les rassemblements de Malville et Flamanville, était attendu comme la

grande démonstration des écologistes après leur percée aux municipales (en 1976). Point culminant de ces mobilisations, Malville permet de porter quelques jugements sur ce mouvement.

D'abord l'ampleur de la manifestation. Malgré la pluie qui tomba sans faiblir durant tout le week-end, malgré la campagne de dénigrement du gouvernement, bien que le Parti Communiste et le Parti Socialiste n'aient pas appelé à la manif, 50 000 personnes défilèrent dans la campagne autour du site de Malville, occupant des kilomètres de route. La présence de fortes délégations témoignait du caractère international de la lutte; de nombreuses banderoles rappelaient les luttes de Brockdorf et de Wyhl en Allemagne, de Gösgen et de Graben en Suisse. Une dizaine de manifestants étaient venus à pied de Gösgen ! Les milliers d'affiches collées le long des routes menant à Malville, le gigantesque travail d'accueil révélait la force des comités anti-nucléaires qui sont aujourd'hui présents dans toutes les grandes villes de France.

manifestants, il était clair que le pari de Malville était gagné.

Des positions politiques à l'image de la météo

Pour ce qui est de "l'enjeu dans la lutte de classes" dont parle l'interview, le moins qu'on puisse dire est qu'il est loin d'être gagné. Preuve en est la confusion qui régna tout au long du week-end quant aux objectifs de la manif. Jusqu'au bout, les organisateurs affirmèrent vouloir occuper le site (entouré de barbelés et de miradors et gardé par des milliers de flics armés), tout en maintenant que la manifestation était non-violente. Cette manifestation du caractère non-violent du rassemblement étant elle-même invalidée par l'incapacité de mener une bataille politique contre les partisans d'un affrontement avec les flics et le refus de se donner les moyens d'éviter les débordements, au nom de la "démocratie du mouvement".

Ces ambiguïtés permirent au gouvernement et à sa presse de faire une incroyable campagne d'in-

Le mouvement anti-nucléaire français à un tournant

toxication à propos de la violence. Jouant sur toutes les cordes du chauvinisme et de la xénophobie, on dénonça "la troisième occupation allemande", "les commandos allemands entraînés à la guerrilla" ! En fait d'oc-

L'absence de l'Union de la Gauche...

Enfermés dans leur projet de gestion du capitalisme, les partis de l'Union de la Gauche se sont bien gardés de combattre le projet électro-nucléaire de la bourgeoisie française. A moins d'une forte pression des travailleurs, il ne fait pas de doute qu'un gouvernement de la gauche reprendrait dans ses grandes lignes ce même programme. Le PS vint donc organiser une conférence de presse à Sermerieu (l'un des lieux de rassemblement) pour expliquer... qu'il ne venait pas. L'Humanité (organe du PC) se lança dans

une partie de la manif...

cupation étrangère, les habitants la virent dans le quadrillage de la région par les flics. Plusieurs jours avant la manif, les fouilles de voitures, les contrôles d'identité devinrent la règle.

Au sein du "périmètre interdit", les habitants devaient présenter des laissez-passer et traverser jusqu'à trois barrages pour rentrer chez eux. Pour ce

